

LE MAGAZINE DE TOULOUSE SCHOOL OF ECONOMICS

TSE MAG

Vivre l'économie

Édition spéciale

EUROPE UNIE OU DIVISÉE ?

#13
PRINTEMPS
2017

Susan Athey
sur le futur
des médias

Jean-Laurent
Bonnafé sur
l'industrie bancaire

Takuro Yamashita
et l'optimisation
de la vérité

Ana Gazmuri et
l'amélioration des
systèmes scolaires

10 années

Sur la scène internationale, 2017 est une année particulièrement cruciale. Alors que les effets du Brexit et de l'élection de Trump impactent l'économie mondiale, la France retient son souffle en attendant son élection présidentielle et l'Europe se déchire autour de son identité. Pour les économistes, qui ont tendance à mettre en avant les avantages de l'ouverture et de la concurrence, les tendances nationalistes et protectionnistes du moment paraissent particulièrement dangereuses. Dans ce monde fragile de la "post-vérité", le besoin de science rigoureuse et d'idées rationnelles est plus important que jamais. Les économistes et la communauté scientifique dans son ensemble, ont un devoir d'apporter de la rigueur au débat public. C'est exactement l'ambition de ce magazine, marquant la détermination de TSE à engager un dialogue constructif avec le grand public.

2017 et les années qui vont suivre seront d'une importance cruciale pour le futur de l'Union Européenne et son union monétaire, qui sont au cœur de cette édition. Alors que la remise en question de l'intégration européenne n'a jamais été aussi forte, ce magazine propose un panorama des travaux de recherche de la communauté TSE menés sur le sujet et quelques recommandations qui en découlent.

Nous célébrons également cette année le 10e anniversaire de TSE, résultat de la longue et unique histoire des sciences économiques à Toulouse, impulsée par le retour de Jean-Jacques Laffont en 1979. L'émergence, au cours des dernières quarante années d'un centre d'excellence, reconnu internationalement, nous rend tous extrêmement fiers. De nombreuses personnes sont à féliciter et à remercier pour avoir rendu l'aventure TSE possible. Nous espérons pouvoir rencontrer certaines d'entre elles durant l'année à venir au cours des diverses célébrations.

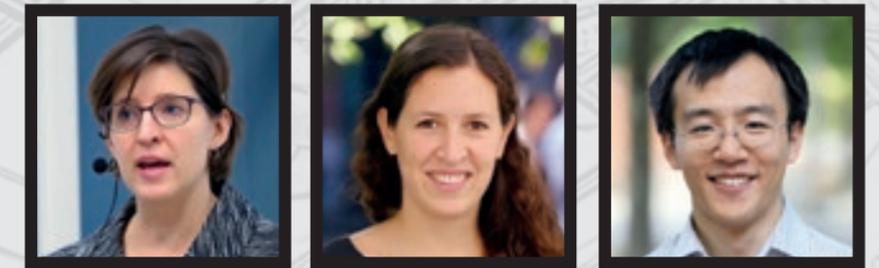
En vous souhaitant une bonne lecture,

Ulrich Hege, Directeur de TSE
Jean Tirole, Président de TSE



Actualités

- 4 Prix et nominations
- 5 Save the date
- 6 JECO 2016



Spécial EUROPE

- 16 **Les enjeux**
Jean Tirole à propos du projet de l'UE
- 18 **Les experts**
Markus Brunnermeier à propos des différences franco-allemandes
- 20 Bruno Biais: l'euro
- 22 **La recherche**
Une meilleure Europe
- 24 Marc Ivaldi, Les défis d'une meilleure recherche

Chercheurs

- 8 **Demain, les algorithmes dirigeront le monde**
Susan Athey
- 11 **Améliorer les systèmes scolaires**
Ana Gazmuri
- 12 **L'honnêteté optimale**
Takuro Yamashita

Décideurs

- 26 **Les grandes tendances du secteur bancaire**
Jean-Laurent Bonnafé,
Directeur Général de BNP Paribas

Campus

- 32 **Enseignement européen, carrières internationales**
- 34 **TSE décrypte la politique concurrentielle européenne**

Magazine trimestriel de Toulouse School of Economics
21, allée de Brienne - 31015 Toulouse Cedex 6 - FRANCE - Tél. : +33 (0)5 67 73 27 68

Directeur de la publication : Ulrich Hege - Directeur de la rédaction : Joël Echevarria
Rédactrice en Chef : Jennifer Stephenson - Responsable de Production : Jean-Baptiste Grossetti
Avec l'aide de : Claire Navarro - James Nash
Conception graphique et rédaction : Yapak
Crédits photos : @Studio Tchiz, @Fotolia, @Shutterstock, @Istock, @BNP Paribas
Tirage : 1000 exemplaires.
Imprimé sur papier offset issu de forêts gérées durablement. n° ISSN en cours d'enregistrement.



Ce magazine a bénéficié d'une aide de l'État gérée par l'Agence Nationale de la Recherche au titre du programme d'Investissements d'Avenir portant la référence ANR-11-LABX-0052

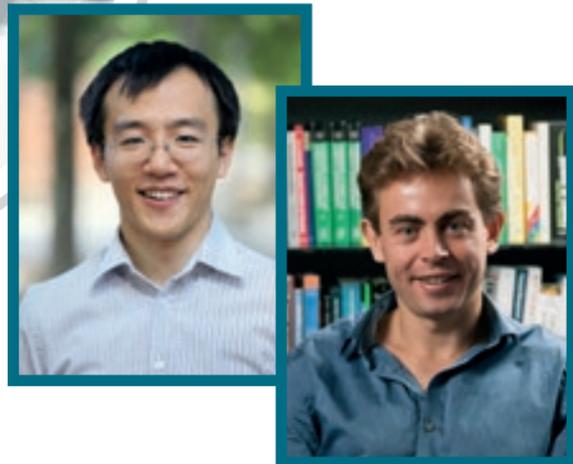
Prix & nominations



Takuro Yamashita et Daniel Garrett

financés par l'ERC

Les professeurs assistants Takuro Yamashita (TSE - UTC) et Daniel Garrett (TSE - UTC) ont tous deux reçu une bourse de recherche du Conseil européen de la recherche pour leurs programmes de recherche, respectivement Robust Mechanism Design and Robust Prediction in Games et Dynamic Mechanisms.



Pepita Miquel-Florensa

récompensée pour ses travaux sur l'industrie du café au Costa Rica

Rocco Macchiavello (Warwick University) et Pepita Miquel-Florensa (TSE-UTC) ont reçu le prix CEPR-IMO du meilleur article en économie des organisations pour leur article "Vertical Integration and Relational Contracts: Evidence from Costa Rica's Coffee Chain".



Un article de Christine Thomas-Agnan & Florent Bonneau récompensé

Christine Thomas-Agnan (TSE-UTC) et Florent Bonneau (Université d'Avignon), ont reçu le prix du meilleur article de l'association Regional Studies Association pour leur article "Mesure et tests de concentration spatiale d'une masse à l'aide de données micro-géographiques", publié dans la revue Spatial Economics Analysis.



Plus d'information sur tse-fr.eu/people



Le projet de Sylvain Chabé-Ferret financé par l'ANR

L'Agence Nationale de la Recherche a décidé de financer le projet de recherche de Sylvain Chabé-Ferret (TSE-INRA): "Payments for Environmental Services: an Evidence-based Evaluation" (PENSEE). L'ANR finance la recherche publique et la recherche partenariale en France par le biais de contrats de recherche de courte durée.



Jérôme Bolte reçoit le prix 2017 SIAG/Optimisation

Jérôme Bolte (TSE-UT1), Shoham Sabach (Technion-Israel Institute of Technology) et Marc Teboulle (Tel Aviv University) ont reçu le Prix 2017 SIAG/Optimization pour leur article de recherche "Proximal alternating linearized minimization for non-convex and nonsmooth problems," publié dans la revue internationale Mathematical Programming. Ce prix, décerné tous les trois ans par la Society for Industrial and Applied Mathematics récompense les meilleurs travaux de recherche en optimisation publiés dans un journal à comité de lecture.



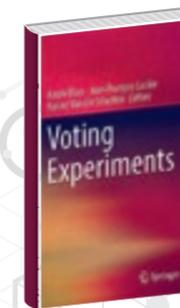
Fany Declerck nommée à l'AMF

La chercheuse CRM-TSE-UT1 est élue membre du comité scientifique de l'autorité des marchés financiers (AMF), pour un mandat de trois ans. Ce conseil diffuse les travaux de recherche de ses membres à l'occasion d'un colloque annuel qui réunit les acteurs du secteur financier et universitaire.



Karine Van der Straeten a participé à un nouveau livre: "Voting Experiments"

Andre Blais, Jean-François Laslier et Karine Van der Straeten, éditent un nouvel ouvrage regroupant 16 contributions de politologues, économistes et psychologues, dans le but d'offrir une meilleure perspective sur le recours aux méthodes expérimentales dans l'étude des élections. Il vise à montrer la grande variété de méthodes expérimentales qui peuvent être mobilisées - expériences en laboratoire, sur le terrain et par sondages - pour étudier le comportement des électeurs mais aussi les stratégies électorales des partis et des candidats. "Voting Experiments" est paru en octobre 2016 aux éditions Springer.



Save the date

23-24
MARS
2017

4e conférence IAST-TSE en économie politique et science politique
"Assessing Democratic Institutions"
Toulouse

12-13
MAI
2017

Conférence d'économétrie financière
Toulouse

6-7
JUN
2017

11e conférence sur l'économie de l'énergie et du dérèglement climatique
Toulouse

8 JUN
2017

TSE Digital & Energy Forum
Paris



Événements uniquement sur invitation: tse-fr.eu/events

Événement

JECO 2016 LYON

Depuis 2008, les Journées de l'Économie de Lyon, ou JECO, représentent l'un des plus grands événements d'économie à destination du grand public de France. Son principal objectif est de rapprocher le grand public des derniers travaux de recherche en économie. Cinq professeurs de TSE ont participé à l'édition 2016 de l'évènement, qui a réuni plus de 10 000 personnes autour du thème "mise à jour de la société". Voici les principaux sujets de leurs conférences :



"Il y a un besoin d'objectifs clairs au niveau gouvernemental pour les politiques d'innovation et d'indicateurs de performance solides."



REPENSER LES POLITIQUES DE L'INNOVATION

JEAN TIROLE

"Il est clair que les systèmes de votes influencent directement les résultats électoraux."



QUEL EST L'IMPACT D'UN SYSTÈME DE VOTE ?

KARINE VAN DER STRAETEN

"La stratégie de Daesch est de convaincre des recrues potentielles en mettant en scène les signes reflétant la fin du monde décrits dans le Coran."



L'ÉCONOMIE DES GROUPES DJIHADISTES

JEAN-PAUL AZAM

"Les plateformes en ligne sont une évolution de plateformes plus anciennes, mais à une échelle bien plus importante, ce qui entraîne des changements fondamentaux."



QUELLE PLACE FAUT-IL LAISSER AUX PLATEFORMES INTERNET ?

JACQUES CRÉMER

"Des travaux de recherche suggèrent que l'indignation vertueuse est une drogue extrêmement addictive, d'où le danger de promulguer des lois destinées à définir les comportements souhaitables."



LES "NUDGES" : UN OUTIL POUR LES POLITIQUES PUBLIQUES

PAUL SEABRIGHT



SUSAN ATHEY, STANFORD

Demain, les algorithmes dirigeront le monde

Chaque année, le Prix Jean-Jacques Laffont récompense un économiste de renommée internationale dont les travaux de recherche combinent à la fois les aspects théoriques et empiriques. Le lauréat de l'année précédente était Susan Athey, Professeur d'économie technologique à la Stanford Graduate School of Business, aux États-Unis. Ses domaines d'intérêt varient de la théorie micro-économique à l'organisation industrielle et les méthodes économétriques. Ses projets actuels ont trait à la publicité en ligne, l'économie des médias et l'apprentissage automatique.

Lors de votre conférence à la TSE en novembre dernier, vous avez évoqué l'influence des moteurs de recherche, des agrégateurs de contenu et des médias sociaux sur l'industrie de l'information. Quel est l'impact de ces plateformes sur les résultats politiques ?

Il est assez considérable. Au cours des récentes élections présidentielles aux États-Unis, nous avons observé un alignement des réseaux sociaux des Américains et de leurs opinions. Aux élections présidentielles de 2012, une part importante de la

population urbaine et éduquée a soutenu Mitt Romney plutôt que Barack Obama. Aux élections de 2016, ces personnes ont massivement soutenu Hillary Clinton. Plus que cela, les partisans de Clinton ont été très contrariés par les politiques, idées et valeurs défendues par Trump.

Par conséquent, les publications sur les médias sociaux étaient très orientées, en particulier celles des partisans de Clinton. Facebook a permis de montrer comment les réseaux sociaux sont représentés au niveau géographique. Les Californiens ont des amis de Californie et aussi de Boston. Lors de ces élections, le comportement des habitants de Boston était relativement identique à ceux de San Francisco. Un phénomène similaire s'est probablement produit avec la population éduquée et urbaine lors du référendum sur le Brexit.

Dans quelle mesure ces résultats politiques risquent-ils d'impacter la réputation des plateformes ?

Traditionnellement, les réseaux sociaux et les moteurs de recherche sont très libres. Si vous parliez à un représentant de

YouTube, il vous dirait : "Si l'on découvre que quelqu'un met en ligne une vidéo de décapitation, nous l'enlèverons, mais nous n'allons pas retirer une vidéo qui est quelque peu raciste ou sexiste, car nous sommes une plateforme libre. Nous souhaitons nous assurer que quiconque puisse publier une vidéo de protestation, si un gouvernement répressif est au pouvoir. Néanmoins, nous n'entendons pas créer une communauté qui s'appuie sur un ensemble de valeurs prédéfinies."

Ces valeurs d'ouverture redéfinissent le contenu de l'information auquel le public a accès. Les personnes responsables de ces plateformes s'efforcent de faire évoluer la situation, mais cela représenterait pour eux un changement radical de commencer à imposer des valeurs.

"À terme, les journaux seront regroupés afin d'obtenir un plus grand pouvoir de négociation et réduire les coûts fixes"

Certains de mes anciens étudiants en doctorat chez Facebook ont récemment tenté de faire reculer le "click-bait" (ou piège à clics), en publiant un algorithme qui réduirait le rang des articles contenant des titres trompeurs. Néanmoins, le problème n'est pas tant la "fausse information", mais plutôt une vision de l'information unilatérale avec une analyse des faits relativement pauvre. Si un groupe de personnes souhaite partager ces informations, il s'avère très difficile pour un site de médias sociaux de le contrôler.

Historiquement, les journaux ont toujours séparé la partie rédactionnelle de la partie business et publicité. Ils ont également préservé cette idée d'intégrité

journalistique, en donnant aux lecteurs des choses qu'ils souhaitent lire et les mélangeant avec d'autres choses qui ne les intéressent pas vraiment. "Même si les gens n'aiment pas s'informer sur la Syrie, nous allons leur en parler" nous disent-ils. Aujourd'hui, les gens peuvent choisir leurs lectures, article par article, et voir ce que leurs amis partagent. Il est donc difficile de leur faire lire des sujets particuliers.

"Dans un avenir proche, tout le monde aura des bases de code et d'apprentissage automatique. Ceux qui ne possèdent pas ces compétences sont dans une industrie en déclin"

Quel est le rôle des régulateurs en ce qui concerne les agrégateurs de contenu ?

Normalement, la législation antitrust est censée éviter les négociations collectives par les médias. Néanmoins, lorsqu'un agrégateur ou une plateforme regroupe un grand nombre d'utilisateurs, et qu'il y a un grand nombre de fournisseurs de service relativement interchangeables qui doivent passer par la plateforme pour approcher ces utilisateurs, ces fournisseurs de service n'ont tout simplement pas de pouvoir de négociation. Ceci constitue un exemple de goulot d'étranglement (ou bottleneck) de la concurrence dans un marché biface, dont les conditions s'amélioreraient si les fournisseurs de service pouvaient négocier collectivement la réduction des frais d'accès ou l'amélioration des conditions.

On peut, par exemple, remplacer des articles provenant d'un certain journal par d'autres articles provenant de journaux différents. Les journaux qui décident de retirer leur participation se voient perdre du trafic sans nuire à Google News. Google nous

dit : "Un journal peut toujours décider de ne pas participer" – mais c'est une déclaration quelque peu vide de sens. Si les journaux ne génèrent pas assez de recettes publicitaires, ils ne pourront pas pérenniser leur activité, ou ne seront pas incités à offrir un service d'information de qualité.

Il y a peut-être des solutions au niveau des politiques, comme la subvention du journalisme d'investigation. Par exemple, les bases de données de ProPublica sur les informations du gouvernement américain facilitent les recherches des journaux. À terme, les journaux seront regroupés afin d'obtenir un plus grand pouvoir de négociation et de réduire les coûts fixes.

Pourquoi vous semble-t-il important de combiner la théorie et la recherche empirique ?

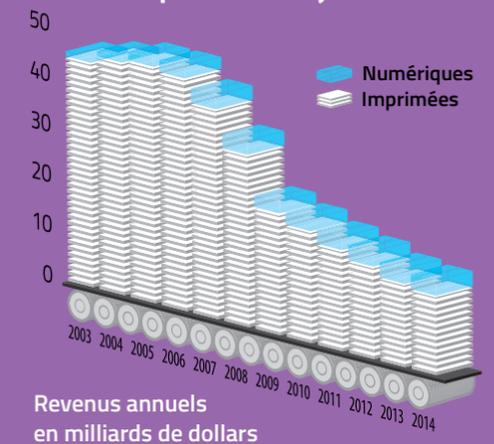
Je souhaitais étudier l'économie à travers les problèmes de politiques, mais pendant mon doctorat, mes recherches se sont axées sur la théorie. Jean-Jacques Laffont avait écrit ces superbes articles théoriques qui expliquaient comment procéder pour réaliser des études empiriques. Si vous aviez à votre disposition un large ensemble de données, que serait-il possible d'en tirer ? C'est ainsi que j'ai vu travailler Jean-Jacques et cela m'a beaucoup inspiré. Je travaillais déjà sur la théorie des enchères, mais je pouvais alors théoriser la façon d'utiliser les données sur les enchères afin de répondre à des questions. Il m'a indiqué un chemin clair pour passer de la théorie au travail empirique.

L'économie et les sciences sociales tournent essentiellement autour de l'inférence causale. L'apprentissage automatique ne s'est pas autant axé dessus. Je travaille donc à présent autour de la théorie statistique sur l'utilisation du big data afin de pouvoir répondre à ces types de questions d'ordre causal. ●●●

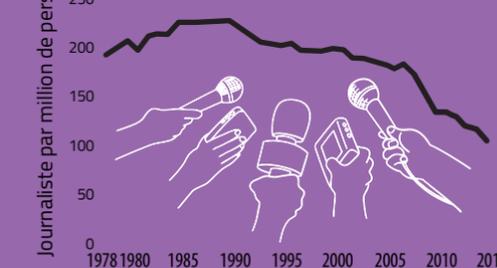


56%
du trafic internet est maintenant généré par des robots

Les revenus des éditions numériques et imprimées des journaux



Le nombre de journalistes s'effondre



Susan Athey
Professeur d'économie technologique à la Stanford Graduate School of Business

...

Vous êtes la première femme économiste à remporter la médaille John Bates Clark. Quels sont les défis auxquels font aujourd'hui face les femmes économistes ?

Il y a dix ans, j'aurais dit que les choses sont les plus difficiles au début. Très vite, lorsque personne ne sait si vous êtes bon dans ce que vous faites, les stéréotypes peuvent ressurgir. Je m'efforçais de réaliser des travaux théoriques très techniques, mais je ne me comportais pas ou ne parlais pas de la façon dont on attendait. On se demandait: "Est-elle sérieuse? Elle sourit trop". En gagnant en expérience et en me faisant connaître, ils se sont moins focalisés sur mon genre et plus sur mon travail. Plus vous avez d'articles, plus c'est facile.

D'autres problèmes apparaissent lorsque vous devenez expérimenté et que vous êtes censé être un leader. Vous prenez des décisions pour le recrutement; vous conseillez les étudiants, on vous écoute sur les tendances du secteur; vous avez également des évaluations et bénéficiez d'un certain pouvoir. D'une certaine manière, il est encore plus difficile de ne pas se confronter à la gêne des autres lorsque vous devenez une femme puissante qui ne se contente pas de simplement écrire plus d'articles.



J'espère que cette situation changera, mais il est vraiment délicat pour les femmes de se retrouver impliquées dans des conflits et des luttes de pouvoir. Ainsi, mon conseil, aussi décourageant soit-il, est de rester en dehors de tout ça. Il y a tant d'autres choses intéressantes à faire. Lorsqu'un gouvernement ou une entreprise m'approche, il leur importe peu de savoir si je suis mauve, tant que je leur offre de bons conseils.

J'ai changé pas mal de choses chez Microsoft lorsque je travaillais pour eux en tant qu'économiste en chef. À présent, je conseille des start-ups, dont l'une d'entre elles tente de réinventer la finance. Je change la façon dont l'argent circule dans le monde. Je conseille le gouvernement américain sur l'utilisation du big data. Je fais probablement un meilleur usage de mon temps que si je me préoccupais des politiques universitaires.

Faire usage de son expertise pour changer le monde est incroyablement efficace. Lorsque vous êtes la personne la mieux placée pour résoudre le problème, les gens viendront vers vous et feront en sorte que cela marche. Mais si la bataille se fait autour du pouvoir, si la question est de savoir quelle opinion ou quels sentiments comptent le plus, ou qui doit parler lors de la réunion, alors le genre peut constituer un obstacle. Si on vous donne le choix, changez le monde en empruntant les chemins qui ne vous demandent pas de perdre trop de temps à lutter contre les obstacles liés au genre.

Dans quelle mesure l'économie compte-t-elle pour les métiers des nouvelles technologies ?

L'Europe est derrière les États-Unis en termes d'éducation et de formation pour ces métiers. Ma fille de dix ans fait du code dans un camp d'été depuis maintenant quatre ans. La plupart des enfants américains de classe moyenne et supérieure

seront initiés au code à l'école primaire. À Stanford, on compte environ 1 000 personnes par an qui suivent notre cours sur l'apprentissage automatique.

Dans un avenir proche, tout le monde connaîtra les bases du code et de l'apprentissage automatique. Ceux qui ne possèdent pas ces compétences sont dans une industrie en déclin. La bonne nouvelle, c'est que si un enfant de 8 ans peut apprendre à coder, vous pouvez le faire aussi. Vous pouvez passer par Khan Academy, ou par Coursera – différents cours sont disponibles.

J'ai bon espoir que les économistes auront un rôle majeur à jouer dans le futur car nous savons comment utiliser les données et comment réfléchir à l'équilibre, à l'effet de rétroaction et l'incitation. Ces quelque 1 000 personnes qui prennent des cours d'apprentissage automatique ne pensent pas aux incitations. Ils ne réfléchissent pas non plus à l'inférence causale. Ils ne pensent peut-être même pas à la façon dont on peut utiliser les données pour répondre à une question au-delà des prédictions. Utiliser des données pour répondre à des questions et évaluer des politiques, voilà ce dont il est question en économie.

Notre monde sera bientôt dirigé par des algorithmes. Nous avons besoin de personnes pour comprendre, gérer, mesurer, évaluer et réfléchir à propos de ces algorithmes et leur fixer des objectifs. Cependant, les économistes n'auront pas leur place autour de la table s'ils ne s'arment pas de compétences techniques suffisantes.

Cet article vous est offert par TSEconomist, le magazine étudiant de TSE

ANA GAZMURI

Améliorer les systèmes scolaires

Ana Gazmuri a rejoint TSE en septembre 2016 en provenance de l'Université de Pennsylvanie. Avant de devenir une économiste, elle a travaillé à la Banque Mondiale où elle étudiait les comportements des investisseurs ainsi que des traders et leurs effets sur les marchés. Elle est maintenant spécialisée en microéconomie avec un intérêt spécifique pour les questions relatives aux systèmes éducatifs.

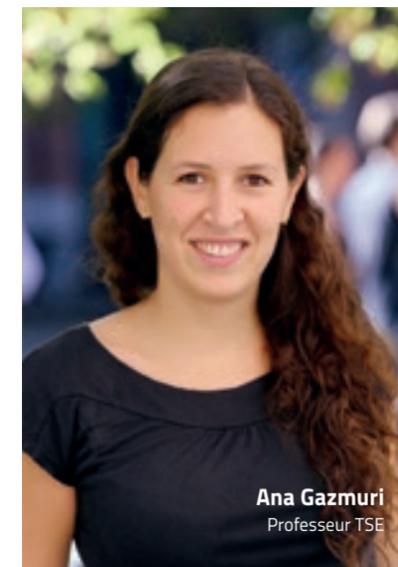
Comment peut-on améliorer la qualité et l'accessibilité des systèmes éducatifs et en diminuer les inégalités? Ces questions sont au cœur des travaux d'Ana. Dans sa quête de réponses, la chercheuse s'est intéressée au système scolaire chilien pour plusieurs raisons: "Le Chili tient à jour une base de données très solide, facilement exploitable et disponible et dont les conclusions peuvent être étendues à de nombreux pays."

"Il est important de mieux comprendre les inégalités scolaires dans la mesure où elles sont directement reliées aux inégalités en général"

Les nombreux articles de recherche existants sur le sujet montrent une corrélation forte entre l'éducation et les revenus

des parents et les résultats scolaires de l'enfant. Les données chiliennes montrent également que les bons élèves, issus de familles favorisées, sont le plus souvent regroupés au sein des mêmes écoles primaires, souvent privées, tandis que les enfants de milieux plus défavorisés se retrouvent ailleurs. Ana a essayé de comprendre les raisons de cette séparation: "J'ai étudié ce qu'il se passerait si les écoles ne pouvaient pas choisir quels enfants elles acceptent. Au final, les inégalités ne baisseraient pas beaucoup dans la mesure où la volonté des parents de placer leurs enfants dans des écoles homogènes est un facteur déterminant."

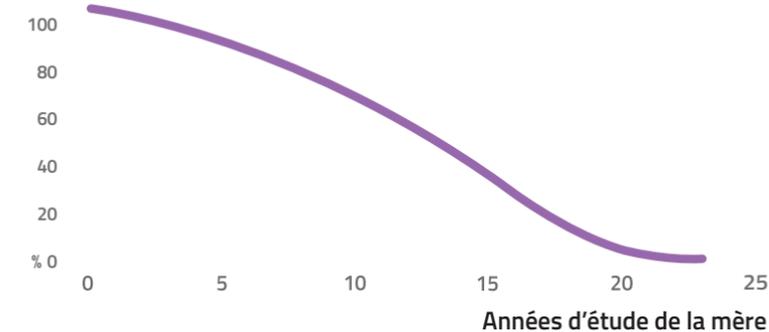
"Il est important de mieux comprendre les inégalités scolaires dans la mesure où elles sont directement reliées aux inégalités en général. Plusieurs études aux États-Unis ont fait le lien entre des inégalités plus fortes, une criminalité plus marquée et un moins bon niveau d'éducation général."



La chercheuse explique que la carte scolaire qui attribue des élèves à des écoles selon des critères géographiques n'est pas non plus une bonne solution dans la mesure où les parents prennent ensuite en compte la qualité des écoles lors de leur choix de lieu de résidence. À long terme, les inégalités territoriales augmentent tandis que les différences scolaires ne seraient pas impactées ou s'alourdissent. Sans critère géographique, il convient par contre de faire attention au maillage territorial, il y a un risque d'envoyer des élèves dans des écoles difficiles d'accès pour eux ou trop éloignées.

"Les parents sont au cœur du problème, tant qu'ils préféreront placer leurs enfants dans des écoles homogènes, les inégalités scolaires seront un problème majeur. Une solution serait d'éduquer les parents sur les avantages de la diversité tout en empêchant les écoles de sélectionner leurs étudiants, par exemple par le biais d'un système de loterie. Bien sûr, ce type de solution est incroyablement difficile à mettre en place et prendrait des dizaines d'années avant de porter ses fruits." ...

Probabilité d'intégrer une école publique au Chili



TAKURO YAMASHITA

L'honnêteté optimale

...

Ana travaille également avec trois co-auteurs, Jean-François Houde (Université Cornell), Chao Fu (Université du Wisconsin) et Paola Bordón (Université du Chili), sur les effets d'une concurrence accrue sur le marché de l'éducation. "L'idée est d'étudier l'impact d'une réforme chilienne qui donne accès aux étudiants d'établissements privés à des financements publics qui étaient précédemment réservés aux étudiants des universités publiques." Les chercheurs essaient de comprendre les effets de ce nouveau système sur la qualité de l'éducation et sur le nombre de diplômés. "Nous n'avons pas de conclusion claire pour l'instant et il nous manque des données, notamment les débouchés professionnels de ces étudiants financés. L'un des effets que l'on peut tout de même noter c'est une augmentation importante du nombre de cursus proposés. Cette différenciation horizontale et géographique pourrait avoir des effets positifs et négatifs en fonction du recoupement des anciens et nouveaux cursus et la qualité des formations."



Enfin, Ana a commencé à travailler sur l'impact que peuvent avoir les changements du marché du travail et de l'environnement macroéconomique sur les choix de cursus universitaire. "Nous avons déjà récupéré de nombreuses données de l'état d'ontario, au Canada, et nous allons essayer de mieux comprendre ces différents mécanismes mais également l'effet de groupe lors du choix d'un cursus." ■

Takuro Yamashita, professeur assistant TSE-UTC, est arrivé à Toulouse en 2011 en provenance de l'Université de Stanford. Son domaine de recherche est l'économie théorique et plus spécifiquement la microéconomie et la théorie des mécanismes d'incitation. Il a récemment reçu un financement du Conseil européen de la recherche pour son projet de recherche "ROBUST". Il nous en dit plus sur ses travaux.

Qu'est ce qui vous a attiré à TSE ?

J'ai effectué mon master à l'Université Hitotsubashi avant de rejoindre Stanford pour mon doctorat. J'ai toujours travaillé sur la théorie des mécanismes d'incitation et TSE est, dans ce domaine, l'un des meilleurs centres de recherche au monde. L'excellence scientifique est la principale raison de ma venue à Toulouse après mon doctorat et je suis entièrement satisfait de mon choix. Je travaille aujourd'hui au sein du groupe de recherche en économie théorique de Toulouse School of Economics où j'ai rencontré de nombreux chercheurs brillants.

Comment vous-êtes vous intéressé à l'économie ?

J'ai été fasciné par l'optimisation très tôt dans mes études. Au lycée, pendant un cours de mathématiques sur l'optimisation linéaire, le professeur a mentionné l'économie comme l'une des applications de ce type de méthode. Il a probablement cité d'autres domaines d'application mais l'économie est celui que j'ai retenu et vers lequel je me suis ensuite dirigé.

Que pouvez-vous nous dire à propos de votre récent financement du Conseil européen de la recherche ?

Tout d'abord, j'aimerais remercier le Conseil européen de la recherche pour ce financement exceptionnel qui va m'aider à mener de nouveaux travaux en économie théorique. Je tiens également à remercier mes collègues qui m'ont suggéré de candidater. Le projet proposé contient principalement deux sujets de recherche : une version robuste de la théorie des



Takuro Yamashita
Professeur assistant TSE-UTC

mécanismes d'incitation et, en théorie des jeux, une prédiction plus robuste. La robustesse est l'un des grands enjeux pour les économistes et ce projet vise à proposer deux nouvelles approches plus robustes de la théorie des mécanismes d'incitation, ainsi qu'un nouveau cadre théorique de prédiction des comportements de joueurs. Ces résultats pourraient également être utilisés pour des travaux empiriques.

Qu'est ce qu'une théorie robuste ?

Toute théorie s'appuie sur des postulats, paramètres et conditions pour être valide mais le nombre et l'amplitude de ces valeurs peuvent énormément varier d'une théorie à l'autre. Les théories moins dépendantes de ces présupposés sont considérées plus robustes. La robustesse est très importante en économie dans la mesure où nos modèles

et théories prennent en compte une multitude de valeurs et de paramètres qui peuvent énormément varier. Les économistes essaient actuellement de rendre leurs modèles aussi robustes que possible pour s'assurer que leurs théories restent valides en cas de scénario extrême.

"La robustesse est très importante en économie dans la mesure où nos modèles et théories prennent en compte une multitude de valeurs et de paramètres qui peuvent énormément varier"

Quelles sont les nouveautés de votre projet ?

Il existe déjà de nombreux travaux en théorie des mécanismes d'incitation et en théorie des jeux, qui joue un rôle déterminant pour comprendre les comportements des acteurs économiques. Essayer de rendre les théories et modèles de ces domaines plus robustes est une tendance plus récente dans laquelle ce projet s'inscrit complètement.

Quels sont vos co-auteurs ?

Bien que je sois le principal porteur de projet, les travaux seront menés avec plusieurs co-auteurs du monde entier.



J'ai déjà une liste d'une dizaine de spécialistes dans ce domaine avec lesquels je travaillerais sûrement. J'ajouterai probablement d'autres personnes.

Pouvez-vous nous parler de vos autres projets de recherche ?

Je travaille en ce moment sur la divulgation d'information asymétrique du point de vue de la théorie des mécanismes d'incitation. Pour illustrer ces travaux, je décris souvent un vendeur de voiture qui est conscient de défauts majeurs sur le véhicule qu'il vend. Quelle part de ces défauts doit-il révéler aux acheteurs potentiels ? Mon modèle prédit qu'en général il est plus avantageux de divulguer toutes les informations. Cet exemple est bien sur une version très simplifiée de l'étude mais il fonctionne bien pour en illustrer les problématiques.

Ce projet est également en lien avec la robustesse et j'espère le publier prochainement. Je travaille également sur un projet similaire avec Fumitoshi Moriya (Université municipale de langues étrangères de Kobe) dans lequel nous analysons l'allocation optimale d'information dans un groupe (on peut par exemple penser à une entreprise ou à un groupe d'étudiants qui travaillent sur un projet).

Vos travaux indiquent-ils que l'honnêteté est une bonne stratégie ?

Nos modèles sont bien entendu théoriques mais ils tendent à montrer qu'effectivement, la divulgation d'informations dans des cas de coopération ou de marché peut être le comportement optimal. Bien que nous ayons essayé de rendre nos résultats de recherche aussi robustes que possible, il faudra d'autres travaux pour une meilleure compréhension de ces phénomènes. Je crois et espère que cette analyse peut servir de comparaison pour de futurs travaux sur le sujet.

Quelles seront selon vous les tendances de demain pour l'économie théorique ?

Le nombre de modèles et d'outils à notre disposition va continuer à augmenter. Ils vont également devenir plus complexes et robustes et ainsi améliorer nos prédictions économiques et nos analyses. ■

Les projets TSE financés par l'ERC

Le projet de Takuro Yamashita s'ajoute aux 10 autres projets TSE actuellement soutenus par le Conseil européen de la recherche. Depuis 2011, TSE a accueilli 17 projets financés par le CER, et est ainsi dans le domaine le troisième département d'économie en Europe le plus soutenu. De ces 17 projets, 8 sont des "Advanced Grants", destinées à des chercheurs reconnus mondialement comme experts dans leur domaine de recherche. TSE est le premier bénéficiaire européen de ce type de financements.



tse-fr.eu/european-projects

Édition spéciale

EUROGRUPE

UNIE OU DIVISÉE ?

Les enjeux

16 Jean Tirole à propos du projet de l'UE

Les experts

18 Markus Brunnermeier à propos des différences franco-allemandes

20 Bruno Biais : l'Euro

La recherche

22 Une meilleure Europe

24 Marc Ivaldi, les défis d'une meilleure recherche



JEAN TIROLE À PROPOS DU PROJET DE L'UE

L'Europe à la croisée des chemins

Dans un continent déchiré par la guerre, l'intégration européenne a donné naissance à un sentiment d'espoir immense. Garante des libertés, de la circulation des personnes, des biens et services, et du capital, elle devait empêcher le protectionnisme. Garante de la solidarité, elle devait lutter contre l'égoïsme national et aider au développement des régions pauvres. Alors, que s'est-il passé ? Et où allons-nous à présent ? Ces questions sont au cœur du dernier livre du président de la TSE Jean Tirole, intitulé *Économie du bien commun*. Qu'ils optent pour la souveraineté nationale ou le fédéralisme, insiste-t-il, les Européens ne pourront avoir le beurre et l'argent du beurre.

Dans ce contexte d'euro-scepticisme, il convient de rappeler que l'action européenne a réduit les écarts de revenus et que les institutions européennes ont dans l'ensemble contribué à la croissance. Les acquis communautaires ont imposé une gestion plus rigoureuse des économies auparavant dysfonctionnelles, pour le bien des citoyens.

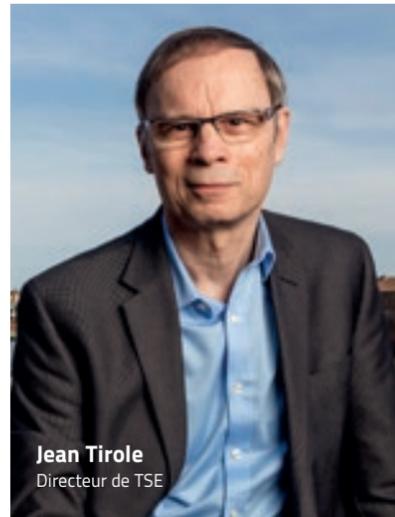
L'euro représentait en soi un symbole extraordinaire de l'intégration européenne. Au-delà d'un certain confort dont profitent les voyageurs, la monnaie unique a permis de supprimer les frais encourus par la volatilité des taux de change, de favoriser la diversification de l'épargne et de faciliter le flux des capitaux vers l'Europe du Sud.

★ Après l'espoir, le doute

Il était admis dès le début que les conditions réunies pour l'union monétaire n'étaient pas idéales. Deux mécanismes traditionnels de stabilisation manquaient à l'appel : il n'y a pas eu d'union fiscale pour la mise en place de transferts automatiques versés par les états riches, et la mobilité des travailleurs s'est heurtée à des barrières culturelles et linguistiques. L'option de la dévaluation visant à relancer les pays endettés s'est également avérée impossible. Suite à la création de l'euro, l'Allemagne

“Comme tous les économistes, je regrette que le Royaume-Uni ait choisi de quitter l'Union européenne sous l'influence des démagogues”

a appliqué une politique de modération salariale, tandis que les salaires de l'Europe du Sud ont progressé bien plus vite que la productivité, occasionnant d'importants déséquilibres commerciaux. Dans le même temps, des taux d'intérêt bas et l'absence d'une surveillance bancaire stricte ont engendré des dettes publiques et privées colossales. Ce bas niveau de compétitivité, conjugué à un niveau de la dette élevé, a appauvri l'Europe du Sud et met



Jean Tirole
Directeur de TSE

aujourd'hui en péril l'ensemble du projet.

Le Traité de Maastricht est loin d'être parfait. Des problèmes de mise en œuvre et d'information se posent, mais aussi des questions relatives à son approche unique et indifférenciée. La réglementation stricte et son application peu rigoureuse constituent un mélange explosif, et les décideurs politiques font face à de nombreux défis, notamment la complexité de l'évaluation et du processus de surveillance de la dette.

★ Le “Brexit blues”

Il existe des forces centrifuges – pas seulement le Brexit – mais “moins d'Europe” n'est pas la solution. Comme tous les économistes, je regrette que le Royaume-Uni ait choisi de quitter l'Union européenne sous l'influence des démagogues sur les questions d'économie et d'immigration. J'espère donc que l'Europe et le Royaume-Uni seront en mesure d'éviter le Brexit. Dans la recherche, par exemple, la Grande-Bretagne est une grande puissance scientifique et son absence sera néfaste aussi bien pour l'UE que pour le Royaume-Uni.

★ Améliorer Maastricht

La stratégie actuelle de l'Europe est d'enfreindre le principe de souveraineté nationale uniquement pour le contrôle de la dette et des déficits publics. En théorie, cela exclut les plans de sauvetage. En pratique, l'Europe a fait preuve d'une solidarité ex-post limitée envers ses membres en difficulté. Et les pays sans risques sont peu enclins à fournir plus d'assurance aux pays les plus à risques.

Étant donné le manque de volonté politique à intervenir en amont lorsqu'une politique de rigueur serait moins coûteuse, l'approche “maastrichtienne” requiert la présence d'un conseil fiscal européen particulièrement professionnel et indépendant. Cette instance régulatrice interviendrait sur le déficit, mais pas sur la façon de réduire ce dernier.

L'introduction de conseils fiscaux indépendants au sein des états membres constitue une innovation récente des plus intéressantes, très utile pour signaler des anomalies telles que des prévisions de croissance trop optimistes. Malheureusement, les membres sont en général des ressortissants des pays concernés. Et que faire lorsqu'un pays ignore les avertissements du conseil ?

★ Le fédéralisme

L'asymétrie actuelle entre l'Europe du Nord et du Sud représente un problème relativement complexe, mais qui peut être résolu. De nombreux pays, en commençant par les États-Unis au 18^e siècle, ont répondu à des difficultés rencontrées au niveau local par l'augmentation de la capacité d'endettement du gouvernement fédéral et la conception d'un système de transferts



automatiques. Les régions riches sont souvent prêtes à financer des actions structurelles en faveur des régions pauvres, mais cette solidarité est plus facile à mettre en place dans des communautés homogènes qui partagent la même langue et la même façon de penser.

S'il fallait trouver un intérêt à la crise européenne, ce serait l'établissement de la régulation bancaire européenne. Soutenue par une structure d'obligations européenne et un système de garantie des dépôts, l'union bancaire peut augmenter le partage des risques tout en limitant les risques d'aléa moral. Un budget commun et une assurance chômage partagée joueraient également le rôle de stabilisateurs automatiques.

★ Des solutions crédibles

Le problème de l'Europe du Sud c'est qu'elle manque de crédibilité économique, et il existe deux solutions à ce problème : l'austérité et les réformes. Il vaut mieux mettre en œuvre un plus grand nombre

de réformes que d'opter pour l'austérité, qui risque de stopper net la machine économique.

Si elle était exécutée correctement, l'union bancaire pourrait changer la donne. Toutefois, l'indépendance des superviseurs transnationaux n'a pas été vraiment testée. Nous devons renforcer la structure et clarifier certains principes. Nous pourrions alors mettre en œuvre un système de garantie des dépôts commun, ce qui s'avère plus facilement réalisable qu'une assurance chômage, étant donné que les garanties de dépôt sont déjà soumises à des règles communes.

Les fondateurs de l'UE avaient une vision sur le long terme et étaient en mesure de mobiliser un appui politique. Nous ne sommes pas, pour l'instant, dans une position qui nous permet de relancer l'idée d'une Europe fédérale, mais nous devons continuer à avancer ensemble. Si nous souhaitons réaliser le rêve européen, nous devons comprendre ce que signifie réellement une fédération : nous vivons tous sous le même toit et obéissons aux mêmes règles. ■





MARKUS BRUNNERMEIER À PROPOS DES DIFFÉRENCES FRANCO-ALLEMANDES

La bataille des idées

Markus Brunnermeier, l'un des plus grands experts dans le domaine de l'économie monétaire, s'est rendu à Toulouse en septembre dernier pour présenter sa théorie sur la monnaie et l'intervention de la banque centrale. Sur la base de ces recherches, ce professeur de Princeton a récemment publié un livre intitulé "The Euro and the Battle of Ideas" ("L'euro et la bataille des idées"). Malgré les nombreuses crises qui frappent actuellement l'Union européenne, Markus Brunnermeier et ses co-auteurs insistent sur le fait que des solutions sont à portée de main. TSE Mag présente ici quelques-unes de leurs idées.



Markus Brunnermeier
Princeton University

Markus Brunnermeier, économiste allemand, Harold James, historien anglais, et Jean-Pierre Landau, haut fonctionnaire et décideur français devenu professeur d'économie, s'appuient sur leurs différentes nationalités et leurs parcours intellectuels pour proposer une analyse nuancée du conflit qui a couvé pendant de longues années entre ces philosophies économiques rivales avant d'éclater en 2009 avec la crise de la zone euro.

Leur livre décrit une vision de l'Europe du Nord basée sur les règles, la rigueur et la cohérence et les antagonismes entre cette vision et une idéologie de l'Europe du sud bâtie autour de la souplesse, de l'innovation et de la capacité à s'adapter.

"Ce débat ne concerne pas uniquement Français et Allemands, insistent les trois auteurs. Le comportement des Finlandais, des Autrichiens, et parfois des Slovaques ou des Polonais est plus allemand que celui des Allemands, et la France est souvent perçue comme l'une des championnes de l'Europe méditerranéenne."

★ Le "Clivage du Rhin" : quatre différences clés

Les différences entre les pays européens se résument parfois à une simple compétition entre créanciers et débiteurs. Mais, comme nous le rappellent les trois auteurs, les différences d'intérêts sont souvent vues à travers le prisme des idéologies.

▪ **Règles vs évolution.** Le fédéralisme traditionnel allemand nécessite un système de règles minutieusement formulées et contraignantes sur le plan légal. La tradition française construite autour d'un état central implique que le chef d'État peut faire preuve d'initiative et de souplesse dans ses actes.

▪ **Responsabilité vs solidarité.** La tradition allemande nécessite d'appliquer un principe de responsabilité sévère : si vous exercez un certain contrôle et que vous enfreznez les règles, vous devez en assumer les conséquences. La tradition de la

Révolution française met plutôt l'accent sur le partage du fardeau des plus faibles.

▪ **Solvabilité vs liquidité.** Les Allemands perçoivent les difficultés financières comme des problèmes fondamentaux de solvabilité, puisque le passif excède l'actif — la situation ne peut être rétablie qu'en faisant évoluer les comportements de manière radicale. Pour les Français, en revanche, les valeurs sont soumises à d'importantes fluctuations — la mise en place d'une mesure appropriée peut résoudre les problèmes temporaires de liquidité et éviter de se retrouver sur le long terme dans une situation d'insolvabilité.

▪ **Austérité vs stimulus.** Pour les uns, l'austérité incite à améliorer les comportements et à réformer les institutions. Les réformes ne peuvent être imposées politiquement qu'en période de crise. Pour les autres, les keynésiens, l'austérité perpétue et accroît les problèmes de liquidité.

"Les différences en Europe se résument parfois à une simple compétition entre créanciers et débiteurs. Mais les différences d'intérêts sont souvent vues à travers le prisme des idéologies"

★ Le Brexit et le nouveau nationalisme

L'Europe tout entière est confrontée au problème fondamental de la légitimité démocratique tandis que les politiques nationales sont présentées comme système de défense contre la mondialisation et le terrorisme. Le vote du Brexit

symbolise également la révolte contre les spécialistes, et notamment les économistes, des classes moyennes et inférieures qui se sentent exclues.

★ Des solutions globales

Du Brexit à la Grèce, en passant par l'arrivée de réfugiés et le conflit qui oppose l'Ukraine et la Russie, l'Europe pourrait être submergée par les crises. Mais de nombreux problèmes peuvent être plus facilement résolus si l'on prend la peine de les considérer comme des éléments formant un tout.

★ Une union des idées

Le marché unique reste incomplet dans des domaines importants comme les marchés des biens et services, de l'énergie, du numérique et les marchés boursiers. Brunnermeier et ses co-auteurs suggèrent de combler ces lacunes par le biais d'une union des idées économiques. « Le Spitzenkandidaten en 2014 fut le premier pas vers une union des débats politiques. Les réseaux sociaux pourraient créer un espace politique commun à l'ensemble de l'Europe, un cadre unique pour favoriser les analyses. »

★ Où se trouve l'équilibre optimal ?

Les auteurs suggèrent de considérer la stabilité économique comme un contrat d'assurance. Les pays membres devraient être assurés contre les « tail risks » (risques de pertes extrêmes), mais conserver leur responsabilité individuelle pour les risques moins importants afin de contenir l'aléa moral. En outre, la responsabilité commune devrait aller de pair avec un contrôle commun.



▪ **Réglementation fiscale :** En ce qui concerne les pays très endettés, une réduction immédiate des dépenses peut sacrifier la croissance, mais l'indulgence peut priver le pays concerné de toute crédibilité dans le futur. Des ententes institutionnelles et des règles ex ante crédibles peuvent contribuer à surmonter ce dilemme. Les mesures incitatives devraient également être élaborées de façon à pouvoir être facilement renversées.

▪ **Stabilité financière :** La crise du secteur financier est au centre des difficultés auxquelles doit faire face la zone euro. Une banque centrale devrait contenir les retombées de l'aléa moral provenant des efforts de stabilisation en construisant une réputation d'institution prudente et en combinant politiques d'assurance et règles strictes afin de limiter la prise de risque. Ce pare-feu permettrait de protéger les pays et de lancer une course vertueuse.

▪ **Union bancaire :** Une charte bancaire devrait européeniser l'ensemble des aspects de la finance. La recette fiscale augmenterait dans les périodes fastes et pourrait être utilisée pour garantir les restructurations dans les périodes plus difficiles. Ce principe pourrait être étendu pour donner naissance à un régime d'assurance et de retraites commun à toute l'Europe.

▪ **European Safe bonds :** Une autre option serait de mettre en place un système

d'obligations adossées à des actifs, les European Safe Bonds (ESBies), conçues comme des obligations mutualisées au sein du bloc monétaire, sûres et sans responsabilité conjointe. Cette structure permettrait de stopper la fuite transfrontalière de capitaux et de briser le cercle vicieux formé par les dettes gouvernementales et le risque bancaire.

★ Mieux ensemble

Brunnermeier et ses co-auteurs démontrent que les différences idéologiques au sein de l'Europe ne sont pas gravées dans le marbre. Avant la Seconde Guerre mondiale, la France était le pays du laisser-faire alors que l'Allemagne devait composer avec les interventions arbitraires de son gouvernement. Pour contenir ce système gouvernemental arbitraire et contrebalancer la concentration des pouvoirs, l'Allemagne opta pour un cadre très réglementé.

Équilibrer ces différences contribuerait à concevoir des solutions plus efficaces. Une assurance bien conçue peut aider à surmonter nos plus gros défis et à assurer la prévisibilité essentielle aux interactions sociales complexes sur lesquelles est bâti le monde moderne. C'est la mutualisation des risques qui nous unit. Mais ce soutien mutuel ne peut fonctionner que s'il est crédible et n'entraîne pas un effet de distorsion sur les incitations. Les idéologies allemande et française ont besoin l'une de l'autre. ■



BRUNO BIAIS : L'EURO

Quelles seraient les conséquences d'une sortie de l'Euro ?

Si la France sortait de l'euro, au lieu d'une autorité monétaire européenne indépendante, elle aurait sa propre banque centrale, dépendant du gouvernement national, elle retrouverait ainsi une politique monétaire indépendante, et une devise nationale, le franc, au lieu de l'euro. Quels seraient les avantages et les inconvénients d'un tel changement ? Voici un résumé des principales théories économiques sur le sujet.

★ Les analyses théoriques

L'article fondateur de la théorie des zones monétaires optimales a été publié en 1961 par Robert Mundell, qui a reçu le prix Nobel d'économie pour cette contribution. L'économiste y considère deux régions (A et B), dotées de technologies de production différentes. Supposons que ces régions puissent être touchées par des chocs affectant la demande pour leurs produits (par exemple la demande augmente pour les produits de A alors qu'elle diminue pour les produits de B).

Selon cette théorie, à la suite du choc négatif sur la région B, les prix nominaux de ses entreprises et les salaires nominaux de ses travailleurs ne peuvent s'ajuster à la baisse. C'est pourquoi la dépréciation de la devise et l'inflation sont utiles : elles permettent de baisser les prix et salaires réels, et ainsi de compenser l'impact du choc négatif.

La courbe de Phillips est une conséquence logique de cette théorie et représente le chômage comme une fonction décroissante de l'inflation. Pour diminuer le chômage, il suffit d'augmenter l'inflation. La banque centrale est ainsi appelée à être le bras armé du gouvernement pour réguler les cycles conjoncturels. Or, après la crise de 1974, on s'est aperçu que ce raisonnement ne fonctionne pas, ou plus. L'inflation avait beau sévir, le chômage ne baissait pas.

Afin d'expliquer ce changement, la théorie des anticipations rationnelles a été



Bruno Biais
Professeur CNRS-TSE-UTC

développée. Elle avance que la politique monétaire, qui cherche à baisser les salaires réels en augmentant l'inflation, est inefficace car les travailleurs, anticipant rationnellement que l'inflation va réduire la valeur réelle d'un salaire donné, réagissent en demandant des hausses de salaires. Dans ce contexte, le salaire réel ne baisse pas, alors que l'inflation sévit.

Conscient que les anticipations des agents annihilent l'effet de sa politique, le gouvernement, pour éviter une spirale de hausse des salaires et d'inflation, voudrait alors s'engager à ne pas favoriser l'inflation. Mais il est hélas difficile pour un gouvernement de tenir ses promesses...

Analysant ces problèmes d'engagement des gouvernements, Kydland et Prescott, en particulier dans leur article de 1977 (qui leur valut le prix Nobel), montrent qu'il vaut mieux que le gouvernement abandonne volontairement son pouvoir en matière monétaire, et le confie à une banque centrale indépendante. Celle-ci peut s'engager à mener une politique claire, et éviter ainsi que les agents aient des anticipations inflationnistes.



"Le passage à une seule institution pour toute la zone euro a contribué à établir l'indépendance de l'autorité monétaire."

★ La situation actuelle en France et en Europe

Cette théorie de Kydland et Prescott a établi la nécessité d'une banque centrale indépendante. Le passage à une seule institution pour toute la zone euro a contribué à établir l'indépendance de l'autorité monétaire. Elle a ainsi établi un environnement monétaire stable, facilitant la coordination des anticipations des agents économiques, et leur permettant d'inscrire leurs plans dans la durée. De fait, l'euro a réduit le risque de change pour les entreprises, et bien sûr l'a annulé à l'intérieur de la zone euro, qui représente la majeure partie de notre commerce extérieur. Enfin il a contribué à la baisse des taux d'intérêt, qui bénéficie aux entreprises en réduisant leur coût de financement.

"on observe d'ailleurs déjà une tendance à la hausse sur les taux français, relativement à ceux des autres pays."

Cependant, les différents pays européens sont soumis à des chocs très différents. Est-ce à dire qu'il faudrait, en application de la théorie des zones monétaires optimales, abolir l'euro et restaurer des autorités monétaires et des devises nationales ? Il n'en est rien, et ce pour plusieurs raisons. D'une part, comme nous l'avons noté plus haut, la théorie selon laquelle l'inflation et dépréciation permettent de soutenir croissance et emploi, a été clairement invalidée depuis les années soixante-dix.

D'autre part, la théorie des zones monétaires optimales s'inscrit dans un modèle

très simplifié, qui fait abstraction de considérations très importantes en pratique aujourd'hui.

En effet, une sortie de l'euro entraînerait un risque de "bank run" : les déposants, craignant une baisse de la valeur de leurs avoirs monétaires (liée à leur conversion en francs moins précieux que l'euro), seraient tentés de retirer leurs dépôts des banques françaises pour les convertir en actifs réels ou en devises étrangères. Cela fragiliserait les banques, et pourrait les pousser au bord de la faillite.

Par ailleurs, la dette de l'état, des banques et des entreprises serait très lourde à régler en francs dévalués. Cela pèserait sur le déficit du budget de l'état et sur la santé des entreprises. Cela pourrait amener à des situations de défaut, préjudiciables à la stabilité et la crédibilité des entreprises, des banques et de l'état.

D'autre part, la dépréciation de la devise nationale conduirait à un renchérissement du coût des produits importés, ce qui ferait baisser le pouvoir d'achat des ménages et augmenter les coûts des entreprises. Par ailleurs, elle serait suivie d'une volatilité élevée du cours de la devise nationale, et donc d'un accroissement du risque de change pour les entreprises. Tout cela créerait un environnement difficile et coûteux



Une sortie de l'euro serait clairement très dommageable à l'économie française.



pour les entreprises internationales (imaginons par exemple les conséquences d'une telle situation pour une entreprise comme Airbus). Enfin, un retour de l'inflation réduirait le pouvoir d'achat des retraités, dont les revenus nominaux sont fixes.

Craignant le contrôle des mouvements de capitaux, le risque inflationniste, et le risque de défaut plus élevé, les investisseurs étrangers seraient réticents à s'engager en France. Ils refuseraient d'acheter les obligations émises par les banques et l'état, et les actions émises par les entreprises, sauf à des taux d'intérêt très élevés (on observe d'ailleurs déjà une tendance à la hausse sur les taux français, relativement à ceux des autres pays.) Cela conduirait à une augmentation de la charge de la dette pour l'état comme pour les entreprises. Cette augmentation aurait un effet négatif sur la capacité de l'état à équilibrer son budget, et sur celle des entreprises à investir.

★ Conclusion

Clairement, une sortie de l'euro serait très dommageable à l'économie française. Cela ne signifie bien sûr pas que la construction européenne dans son ensemble soit parfaite. Le fonctionnement de ses instances pourrait être amélioré et il est nécessaire d'engager une réflexion et des réformes pour répondre aux nombreux problèmes rencontrés. Cependant, il est important de discerner les différents aspects de la question européenne, la confusion ne peut conduire qu'à de mauvaises décisions. ■



LES IDÉES DE TSE

Une meilleure Europe

Comme le montre ce dossier spécial, le projet européen a un besoin urgent d'idées créatives et d'analyses rigoureuses et scientifiques. Nous présentons ici un bref aperçu des travaux de recherche de la communauté TSE sur les problématiques européennes.

CONCURRENCE

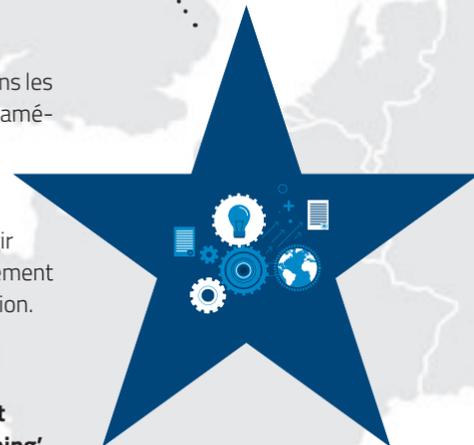
La participation d'entreprises privées au droit européen doit-elle être encouragée ?

Patrick Rey et Paul Seabright

L'UE vise à ce que l'inclusion d'entreprises privées dans les processus européens de politiques concurrentielles améliore la compétitivité et encourage l'innovation. Avec Sylvain Bourjade, Patrick Rey et Paul Seabright se sont penchés sur ces enjeux en modélisant les effets de cette incitation des entreprises à réagir en cas de pratiques anticoncurrentielles. Ils ont également étudié les règles optimales pour définir cette évolution.

 **Plus d'informations :**

Voir l'article de Patrick et Paul, 'Private antitrust enforcement in the presence of pre-trial bargaining'



TRANSPORT

Comment développer un réseau ferroviaire international ?

Marc Ivaldi

Marc Ivaldi s'est penché sur les différentes options d'organisation de l'industrie ferroviaire lorsque les opérateurs ont besoin d'avoir accès à des réseaux nationaux multiples afin de proposer des trajets internationaux aux passagers. Les effets d'échelle et l'intensité de la concurrence sont cruciaux pour comprendre l'impact d'une intégration verticale ou d'une séparation entre les infrastructures et les opérations dans chaque pays. Selon le modèle du chercheur une structure optimale serait qu'un gestionnaire international des infrastructures coordonne l'accès aux réseaux nationaux.

 **Plus d'informations :**

Voir l'article de Marc, 'Separation versus Integration in International Rail Markets'



ENVIRONNEMENT

Les quotas d'émissions ont-ils fonctionné ?

Giulia Pavan

Les travaux de recherche de Giulia sur l'industrie italienne du papier montrent que la première phase du système européen d'échanges d'émissions a débouché sur une réduction limitée des émissions. Des changements vers des méthodes de production moins polluantes ne sont apparus que lors d'une deuxième phase. Cependant il n'est pas clair que ces changements soient directement liés aux quotas mis en place.

 **Plus d'informations :**

Voir l'article de Giulia, 'The EU Emission Trading System and technological change'



ALIMENTATION

Les labels aident-ils les producteurs ?

Zohra Bouamra-Mechemache

La régulation européenne sur les produits alimentaires vise à soutenir la concurrence dans le secteur agro-alimentaire. Zohra a examiné l'impact des politiques AOC (appellations d'origines contrôlées) sur les entreprises fromagères françaises de 1990 à 2006. Elle montre que ces politiques ont réduit les risques de liquidation pour les petits producteurs. Cependant, les petites entreprises ont toujours une chance de survie plus faible que leurs concurrents plus importants qui n'est pas complètement compensée par l'introduction de labels de qualité.

 **Plus d'informations :**

Voir l'article de Zohra, 'Quality Labels and Firm Survival'



Zohra Bouamra-Mechemache



Ulrich Hege



Marc Ivaldi



Giulia Pavan



Paul Seabright



Patrick Rey

FINANCE

Les investisseurs européens sont en retard

Ulrich Hege

Ulrich a été parmi les premiers à travailler sur les investisseurs en Europe et à découvrir que ceux-ci génèrent moins de valeur que leurs homologues américains, une découverte que d'autres études ont depuis confirmée. Les origines de cet écart de performance sont complexes : les travaux d'Ulrich montrent qu'il ne peut être attribué aux législations en vigueur ou à l'expérience des investisseurs dans la mesure où les investissements américains en Europe ne fonctionnent pas mieux que les européens. D'autre part, les différences de contractualisation peuvent expliquer en partie ces différences qui illustrent également l'importance du milieu institutionnel dans le financement des entreprises innovantes.

 **Plus d'informations :**

Voir l'article d'Ulrich, 'Venture Capital Performance'



MARCIVALDI À PROPOS DE L'AVENIR DES SCIENCES ÉCONOMIQUES

Les défis d'une meilleure recherche

Marc Ivaldi, professeur à TSE et directeur d'études à l'EHESS, est coordinateur et président du conseil d'administration du projet COEURE, qui vise à promouvoir la coopération de la recherche économique en Europe. En octobre dernier, il a présenté à Bruxelles un Manifeste pour la recherche économique en Europe au cours de la conférence finale du projet. Il livre ici un aperçu de ses recommandations clés.

Dans les années 70 et 80, la fuite des cerveaux aux États-Unis préoccupait énormément l'Europe. La bonne nouvelle c'est qu'aujourd'hui, 40 % des meilleurs départements d'économie se situent en Europe. Cette réussite est due en grande partie aux regroupements innovants, à la création d'une masse critique en termes de volume et à l'évolution des opportunités de financement à l'échelle nationale et européenne.

Pour que l'Europe renforce sa position, nous pensons que ses institutions doivent favoriser des capacités de recherche à long terme. Pour ne pas se laisser distancer par les États-Unis, la recherche économique en Europe doit continuer à trouver des solutions aux défis de demain et à la demande sociétale d'analyse et de connaissance économique.

Les données sont toujours plus cruciales pour la recherche en économie et

l'Europe a besoin de bases de données mieux structurées, plus complètes et accessibles. Les institutions devraient autoriser l'accès à leurs données et permettre aux chercheurs de bénéficier des services d'instituts de statistiques. La collecte de données se fait, encore aujourd'hui, majoritairement à l'échelle nationale. De la même manière, les systèmes statistiques actuels ne tiennent pas compte de l'utilisation, par les entreprises, de filiales et autres personnes morales.

Une autre recommandation importante est d'encourager les chercheurs à expliquer et détailler leurs travaux au grand public. Il faut organiser régulièrement des ateliers de recherches sur les politiques publiques, accompagnés de rapports. Il faut encourager les conférences ouvertes au public, la participation des chercheurs sur les réseaux sociaux et l'organisation de salons dédiés à l'économie.

“La bonne nouvelle, c'est qu'aujourd'hui, 40 % des meilleurs départements d'économie se situent en Europe”

Enfin, les institutions doivent assurer un financement pérenne. Il faut pour cela identifier les points sur lesquels la recherche manque d'efficacité et stimuler l'innovation. Parmi les solutions possibles on peut imaginer un forum de bailleurs de fonds, renforcer le rôle du CER, alimenter la base de données de financement mise en place par COEURE, alléger le fardeau administratif, et accroître la responsabilité des acteurs en termes de qualité scientifique.

Pour conclure, pour assurer la pérennité de l'excellence de la recherche européenne en économie il faut privilégier les politiques de long terme, développer de meilleures bases de données, encourager les chercheurs à faire de la vulgarisation et à expliquer leurs travaux de recherche et mettre en place des financements de longue durée. ■



Principales questions auxquelles les chercheurs européens essaieront de répondre dans les années à venir :

Comment promouvoir l'innovation des entreprises et des entrepreneurs ?

Quels sont les effets de la régulation du marché du travail, des contrats et des taxes sur la productivité et le capital humain ?

Quels sont les mécanismes de l'immigration ?

Qui sont les gagnants et perdants de la mondialisation ?

Qu'est ce qui explique les inégalités scolaires ?

Qu'est ce qui détermine l'efficacité des écoles et des professeurs ?

Comment calculer les effets de redistribution des frictions de régulation et d'information ?

Comment la numérisation impacte les méthodes empiriques, l'innovation, le marché unique et la régulation de la concurrence ?

Comment l'intégration peut-elle s'acclimater de la mobilité et de l'immigration ?

Comment la croissance économique et la protection de l'environnement sont-elles corrélées ?

Quel est l'impact des traités commerciaux internationaux et des projets d'infrastructure ?

Comment coordonner les politiques d'interventions et optimiser la régulation ?

Comment les agglomérations peuvent-elles générer de la croissance et de la cohésion sociale ?

Le projet COEURE a été financé par la Commission européenne au sein du septième programme-cadre.

Quel est l'impact des législations fiscales sur les ménages, entreprises, inégalités et sur la cohésion sociale ?

Que signifie une égalité d'opportunité ?

Pour aller plus loin :

- Lisez le Manifeste pour la recherche économique en Europe: www.coeure.eu
- Le livre "Economics without Borders, Economic Research for European Policy Challenges" (Économies sans frontières, la recherche économique pour les défis politiques européens) paraîtra prochainement aux éditions Cambridge University Press.

JEAN-LAURENT BONNAFÉ, DIRECTEUR GÉNÉRAL DE BNP PARIBAS

Les grandes tendances du secteur bancaire

Comment BNP Paribas a-t-elle su s'adapter aux mutations de l'industrie bancaire depuis 2008, début de la crise financière suivie de la crise des dettes souveraines en Europe ?

BNP Paribas a une longue histoire d'adaptation au changement, au service de ses clients.

Notre gestion prudente des risques nous a fait entrer dans la crise de 2008 dans une situation relativement saine, nous avons des expositions limitées au "subprime" américain. Et notre business model diversifié nous a permis de résister relativement bien aux turbulences de marché liées à la crise systémique. Nous nous sommes ensuite rapidement adaptés à la nouvelle donne réglementaire issue de la crise de 2008. Nous avons doublé nos fonds propres, nous sommes conformés rapidement au nouveau ratio de liquidité à un mois, avons optimisé notre bilan, et avons mis en place l'ensemble des nouvelles règles.

Dans cette période tourmentée, nous avons réalisé l'acquisition de Fortis, confortant notre place de première banque de la zone euro, tout en préservant notre modèle équilibré entre activités de banque de détail, services spécialisés et activités de marché.

Jean-Laurent Bonnafé
Directeur Général
de BNP Paribas

Lorsque la crise des dettes souveraines européennes éclate en 2011, nous avons été conduits à réduire notre bilan et à nous séparer d'activités non stratégiques, afin de rétablir la confiance dans nos fondamentaux économiques. Cette crise particulièrement violente a déclenché la création d'une supervision unique dans la zone euro, au niveau de la BCE. C'est une très grande avancée pour donner à la zone euro un cadre unique d'exercice des activités bancaires pour financer les particuliers et les entreprises.

"BNP Paribas a une longue histoire d'adaptation au changement, au service de ses clients"

Je ne serais pas complet si je ne mentionnais pas l'amende américaine de 2014. Là aussi le Groupe a démontré sa forte résilience et sa grande réactivité dans la mise en œuvre du plan de remédiation agréé avec les autorités américaines.

Au total, le Groupe a clairement su s'adapter aux mutations liées aux crises récentes et en est ressorti renforcé.

La réforme du secteur financier est-elle achevée ?

Il était nécessaire de réformer le secteur financier pour restaurer la stabilité financière. Les nouvelles exigences en fonds propres, en liquidité, et le renforcement global des contrôles sur les activités bancaires ont eu un coût très important pour le secteur bancaire, mais elles étaient justifiées. Vous noterez que cette réforme a essentiellement porté sur les banques, et particulièrement sur les grandes banques

d'importance systémique. Donc à mon sens il faut surtout parler de réforme de l'industrie bancaire.

Je pense que dans toute réforme de ce type il faut trouver le bon équilibre entre renforcement de la stabilité financière et croissance. Le secteur bancaire, en particulier en Europe où l'économie reste majoritairement intermédiée, a un rôle déterminant dans le financement des particuliers et des entreprises. Augmenter de façon trop importante les exigences prudentielles conduit à renchérir le prix des activités bancaires, pour un bénéfice marginal limité sur la stabilité financière. Je pense que la réforme du secteur bancaire est aujourd'hui achevée, il s'agit désormais de la mettre en œuvre. Le secteur bancaire dans son ensemble n'a pas encore absorbé les coûts de Bâle III et d'autres réglementations : il serait très prématuré et préjudiciable pour la croissance, en particulier européenne, de durcir à nouveau les curseurs prudentiels.

Quelles sont aujourd'hui les défis stratégiques ou technologiques pour BNP Paribas et l'industrie bancaire ?

L'industrie bancaire fait effectivement face à un certain nombre de défis. Les vents contraires, et en particulier l'environnement taux bas, pèsent fortement sur la rentabilité du secteur. Dans ce contexte difficile, l'industrie bancaire doit conduire une transformation digitale, à l'instar des autres industries.

Face à ces défis, BNP Paribas bénéficie de plusieurs atouts. D'abord, nous n'avons pas à traiter les problèmes du passé, contrairement à certains concurrents, ce qui nous



permet de mettre toute notre énergie sur ces nouveaux défis. Ensuite, le modèle intégré et diversifié de BNP Paribas est une grande force. Nous sommes reconnus par nos clients pour notre capacité à leur offrir toute la gamme de services dont ils ont besoin dans le monde pour réaliser leurs propres ambitions. Peu de banques ont gardé cette capacité. Nos résultats 2016, avec un résultat net part du Groupe à 7,7 Mds€ en progression de 15% par rapport à 2015, attestent de notre positionnement favorable.

"La recherche en économie est une source indépendante d'information et d'expertise essentielle"

Cela ne veut pas dire que nous n'avons pas de travail devant nous. La transformation digitale implique de revoir notre modèle opérationnel pour répondre aux besoins de nos clients, de plus en plus façonnés par les nouveaux acteurs du numérique. Cette transformation digitale est au cœur de notre nouveau plan stratégique à horizon 2020 récemment annoncé. Nous allons capitaliser sur les initiatives innovantes existantes et investir près de 3 Mds€ sur l'horizon du plan dans des projets de transformation digitale et d'efficacité opérationnelle. ...



...

Nos 5 principaux leviers de transformation sont la mise en place de nouveaux parcours clients, l'évolution de notre modèle opérationnel à travers notamment l'optimisation et l'automatisation des processus "end-to-end", l'adaptation de nos systèmes d'information, la meilleure utilisation de nos données au service de nos clients, et enfin l'évolution de nos modes de travail.

À travers cette transformation digitale, notre ambition est d'être une banque, forte de son modèle intégré et diversifié, recommandée par ses clients et un employeur attractif en particulier pour les nouvelles générations.

Quels sont les enjeux macroéconomiques qui attirent votre attention ?

D'un point de vue conjoncturel, la situation est meilleure qu'on ne le pense. Nous observons une certaine amélioration de l'économie mondiale grâce à une conjonction d'éléments, comme par exemple l'effort de relance en Chine, la remontée des prix de pétrole, et l'espoir que la relance

"Notre ambition est d'être une banque, forte de son modèle intégré et diversifié, recommandée par ses clients et un employeur attractif en particulier pour les nouvelles générations"

budgétaire américaine dopera la croissance. La zone euro se porte également mieux.

D'un point de vue structurel, les défis macroéconomiques restent importants. On peut citer le vieillissement démographique, facteur d'une croissance structurellement plus lente, le niveau de chômage qui reste élevé dans certaines économies, en particulier pour les jeunes, ou encore le niveau d'endettement du secteur public dans un grand nombre de pays qui, avec des taux d'intérêt bas, réduit les marges de manœuvre pour relancer l'activité. Un certain nombre de risques géopolitiques demeurent également.

Nous avons fondé notre plan de développement 2020 sur des hypothèses macroéconomiques prudentes, mais des scénarios plus favorables sont possibles.

Quels sont les défis pour les banques de l'union monétaire en Europe et notamment de l'union bancaire qui se met progressivement en place ?

La crise des dettes souveraines européennes de 2011 déjà évoquée a rappelé la nécessité d'approfondir l'Union économique et monétaire. Le projet d'Union bancaire, lancé à l'été 2012, constitue l'une des étapes les plus décisives dans le processus européen d'intégration financière depuis la création de l'euro, en 1999. C'est une avancée majeure vers un marché bancaire européen plus unifié et plus sûr.

L'Union bancaire a connu une montée en puissance progressive depuis sa mise en place en novembre 2014. Le Mécanisme de Supervision Unique (MSU) confère à la BCE la supervision des 127 plus grands établissements européens. La BCE peut, au titre du Supervisory Review Evaluation Process (SREP), imposer à un établissement des exigences supplémentaires à celles fixées par la réglementation. L'adaptation des établissements bancaires à ce nouveau cadre de supervision représente des coûts relativement conséquents, en termes de nouvelles exigences prudentielles imposées par la BCE, et aussi de systèmes d'information, de reporting et de personnels alloués.

Mais la mise en place du MSU contribue au renforcement de la stabilité financière en Europe. La revue des actifs et les stress



tests conduits par la BCE et l'Autorité Bancaire Européenne (ABE) qui a accompagné la mise en place de l'Union bancaire dressaient un bilan de santé globalement rassurant des banques de l'Union européenne, tout en mettant en exergue la situation défavorable de quelques établissements et la nécessité d'apporter une solution efficace au problème des créances douteuses en Italie. Les derniers stress tests BCE/ABE de juillet 2016 font également état d'une amélioration de la robustesse des 51 plus grands groupes bancaires européens.

Il s'agit de mener à bien ce travail d'assainissement du secteur bancaire européen et de faire de la zone euro un espace



réellement intégré où les financements bancaires peuvent circuler librement dans un cadre réglementaire unique.

Y a-t-il des risques pour la construction européenne du point de vue des banques, et avez-vous des recommandations pour la politique européenne ?

Je tiens à souligner les progrès essentiels qui ont été accomplis par l'Union Économique et Monétaire (UEM) pour sortir de la crise des dettes souveraines. La création d'un Mécanisme Européen de Stabilité (MES), capable d'apporter un soutien financier à un Etat en difficulté, est un mécanisme de solidarité unique entre États qui a fortement contribué à restaurer la confiance dans la zone euro. En contrepartie, le nouveau pacte budgétaire européen sanctuarise le respect de la règle d'or budgétaire, afin que les États respectent une même discipline budgétaire tant en termes de déficit que de dettes publiques. L'Union bancaire constitue le troisième pilier de l'UEM.

Ces dispositifs d'apparence technique sont des avancées majeures pour renforcer l'intégration de la zone euro, la doter de capacités renforcées de gestion de crise et favoriser la convergence économique et budgétaire des États.

Comme le soulignent les cinq présidents européens dans un rapport de juin 2015 intitulé "vers une véritable Union économique et monétaire", la construction européenne est une maison dont on a renforcé rapidement les murs et la toiture dans la tempête, mais dont il convient aujourd'hui de consolider les fondations. La France et l'Allemagne ont, à ce titre, un rôle extrêmement important à jouer. Les domaines d'action sont nombreux : sécurité, défense, recherche et innovation, infrastructures, etc. Dans le domaine bancaire, il me semble que l'achèvement du marché unique et de l'Union bancaire fait partie de ces fondations à consolider. Le projet d'union des marchés de capitaux constitue aussi une formidable opportunité pour développer les financements de marché, au service de l'innovation et de la croissance européenne.

...

...

Que représente la recherche en économie pour BNP Paribas ?

La recherche en économie est une source indépendante d'information et d'expertise essentielle pour BNP Paribas. Elle nous permet de mieux comprendre l'environnement économique et les pays dans lesquels nous opérons. Elle nous fournit des paramètres essentiels d'analyse et de pilotage de nos risques. Elle nous aide aussi à mieux servir nos clients, en nous permettant de les conseiller et de les accompagner dans la réalisation de leurs projets.



Quel est le rôle d'une institution comme TSE (qui fête ses 10 ans cette année) selon vous ?

Une institution comme TSE a un rôle essentiel pour former des économistes d'excellence, au niveau licence, master et doctorat. Il est essentiel que la France demeure un centre d'excellence académique de renommée internationale. C'est un facteur de compétitivité économique important.

La recherche académique, par son indépendance et sa rigueur d'analyse, contribue de façon essentielle à la vie économique et au débat public. Elle permet de découvrir ou de mettre en lumière, de façon documentée, des problèmes et des évolutions économiques, mais également d'apporter des explications approfondies ou nouvelles à ces problèmes et évolutions, et parfois de proposer des solutions pour les résoudre.



Le temps de l'action ne permet pas toujours de prendre ce recul ou d'adopter ce regard nouveau du chercheur. La recherche, fondamentale et appliquée, a un rôle clef pour faire progresser la connaissance et nourrir l'innovation, au service de tous les acteurs de l'économie.

Quel conseil donneriez-vous à un jeune économiste en formation à TSE ou ailleurs que s'intéresse à la finance ?

La finance est un domaine passionnant, en prise directe avec l'ensemble des acteurs économiques, qui se réinvente en permanence pour faciliter la réalisation de leurs projets : acheter une maison, créer une entreprise, s'implanter à l'étranger, développer de nouveaux services, etc. C'est pour cela que c'est un domaine compétitif, d'excellence, qui continue à attirer les talents.

Je dirais à ce jeune économiste que son objet d'étude sera particulièrement intéressant dans les années qui viennent, avec la transformation digitale du secteur bancaire qui va donner lieu à beaucoup d'innovation dans le domaine des services financiers.

Je lui dirais aussi d'aller regarder de plus près ce que les acteurs financiers font en matière de Responsabilité Environnementale et Sociale (RSE). La finance a été beaucoup critiquée après la crise de 2008 et les acteurs financiers se sont dans l'ensemble fortement mobilisés pour restaurer leur image auprès de l'opinion. BNP Paribas a un programme de RSE ambitieux, qui nous vaut d'être classé première banque européenne dans le classement extra-financier Vigéo en 2017.

L'EUROPE DE DEMAIN DEVRAIT-ELLE ÊTRE FÉDÉRALE ?

DONNEZ VOTRE OPINION SUR DEBATE.TSE-FR.EU/POLL



RÉSULTATS DES DERNIERS SONDAGES TSE :

52%
avaient anticipé l'accord international lors de la COP21

71%
ne considèrent pas "l'ubérisation" de l'économie comme une menace

68%
pensent que les logiciels et robots intelligents ne vont pas entraîner de chômage de masse

59%
pensent que la croissance économique n'est pas nécessaire pour éliminer l'extrême pauvreté



Enseignement européen, carrières internationales

Toulouse School of Economics se félicite d'accueillir plus de 40 % d'étudiants internationaux, provenant de plus de 90 pays et de proposer un enseignement entièrement en anglais par des professeurs du monde entier menant à de nombreux débouchés professionnels internationaux.

Nous sommes particulièrement fiers de notre réseau européen d'entreprises et d'intervenants. Voici plusieurs témoignages de nos partenaires européens sur les spécificités de TSE:



NERA Economic Consulting

> LONDRES, ROYAUME-UNI

EMMA CAIRNS - CHARGÉ DE RECRUTEMENT

Les étudiants de TSE sont spécialisés dans des domaines qui sont complètement en phase avec nos besoins, tels que l'économie industrielle ou l'économie environnementale.



AlixPartners

> LONDRES, ROYAUME-UNI

TOMAS HOUSKA - ÉCONOMISTE

Je crois qu'il est primordial que TSE travaille en collaboration étroite avec les entreprises et institutions pour aider à préparer les étudiants au marché du travail. J'ai étudié à TSE où j'ai complété mon doctorat en économie industrielle. Je sais que les étudiants, surtout en Master, sont très bien armés pour travailler dans les métiers du conseil.



CACEIS Investor Services

> LUXEMBOURG, LUXEMBOURG

WILLIAM PLANTADE - CHARGÉ DE RESSOURCES HUMAINES

Nous avons déjà recruté des stagiaires de TSE et sommes très satisfaits de leurs connaissances techniques. Nos activités sont aussi très techniques et assez méconnues des étudiants. On recherche des profils avec des connaissances quantitatives, sur les produits financiers et en informatique et avec les étudiants TSE, nous ne sommes pas déçus.



Commission européenne

> BRUXELLES, BELGIQUE

GERGELY DOBOS - GESTIONNAIRE D'ÉTUDE

Le programme doctoral de TSE m'a bien préparé à une carrière professionnelle dans le domaine de la régulation et des politiques concurrentielles. L'économie industrielle enseignée à TSE fournit aux étudiants un cadre d'analyse robuste qui permet de mieux comprendre le fonctionnement des marchés. Les workshops sur les politiques concurrentielles, organisés par les professeurs de TSE, offrent une opportunité unique aux étudiants d'apprendre au contact d'intervenants prestigieux, directement impliqués au sein des institutions et des entreprises.

Où travaillent nos diplômés ?



Pierre Fabre

> CASTRES, FRANCE

CATHERINE GAY - DIRECTRICE MARKETING ET SUPPLY CHAIN

Les étudiants de TSE sont particulièrement intéressants parce qu'ils ont des profils multiculturels. Ils parlent souvent plusieurs langues et ont passé du temps à l'étranger dans une entreprise, une institution ou une université. Ils sont extrêmement bien préparés à une carrière professionnelle.



Airbus

> TOULOUSE, FRANCE

FABRICE BRÉGIER - PDG

Plusieurs diplômés de TSE nous ont rejoints et je suis très fier de notre partenariat. Nous avons des emplois fascinants à offrir en finance ou en stratégie ainsi qu'en science des données, pour lesquels les capacités analytiques des diplômés TSE sont clairement un atout.



OCDE

> PARIS, FRANCE

MIGUEL CÁRDENAS RODRÍGUEZ - STATISTICIEN

Il n'y a pas beaucoup de masters en économie environnementale aussi bons que ceux de TSE, les étudiants ont des connaissances solides et sont parfaitement prêts à intégrer des organismes internationaux. Selon notre expérience, les étudiants de TSE sont extrêmement performants.

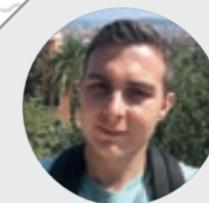


EDF GROUP

> TOULOUSE, FRANCE

ANNE-LYSE QUATORZE - DÉLÉGUÉE RH

Nous utilisons déjà les compétences des économistes et professeurs de TSE pour nos activités (production, commercialisation, réseau & transport de l'électricité), mais aussi celles des étudiants de TSE. Le groupe EDF a besoin de personnes qui connaissent notre marché, capables de traiter un certain nombre de données (sur les clients, la production, l'équilibre du réseau électrique). Les étudiants de TSE réunissent toutes ces qualités et leur intérêt pour l'évolution du marché de l'énergie et de problématiques de transition énergétique correspondent parfaitement à des intérêts partagés !



Des double-diplômes européens

Le double diplôme TSE-Pompeu Fabra est l'une des meilleures expériences que j'ai eues en tant qu'étudiant, et j'ai appris à évoluer et étudier dans un environnement international à l'étranger dans l'un des meilleurs départements européens d'économie. TSE propose des cours d'économie de haut niveau accompagnés d'une immersion internationale. Cette année à Barcelone est venue parachever cette immersion. **Fabien Vigie**



60% de nos diplômés travaillant en France utilisent une seconde langue au travail

50% de nos diplômés travaillant en France voyagent à l'étranger pour leur travail

TSE décode la politique concurrentielle européenne

Qu'ont en commun l'amende record d'Apple pour pratiques anti-concurrentielles, la condamnation d'Intel pour abus de position dominante et le cas des commissions interbancaires de Mastercard ? Toutes ces affaires récentes de concurrence traitées par la Commission européenne ont été abordées par les étudiants de master à TSE lors de workshops sur les aspects législatifs et économiques de la régulation de la concurrence.

Ces workshops, dirigés par trois professeurs de TSE spécialistes internationaux des questions de concurrence, Bruno Jullien, Yassine Lefouili et Patrick Rey, mettent à l'honneur l'étude de cas réels de concurrence et l'analyse économique de ces enjeux. L'objectif est d'amener les étudiants à mieux comprendre la régulation de la concurrence en leur proposant l'éclairage académique de leurs professeurs et le point de vue de professionnels, reconnus mondialement dans leur domaine.

“L'avantage est de combiner l'éclairage économique donné par les chercheurs TSE et des cas proposés par des praticiens, cette complémentarité pédagogique est assez exceptionnelle”

Yassine Lefouili, Professeur TSE-UTC

Les organisateurs de ces workshops sont particulièrement qualifiés pour expliquer en détail ces différents exemples grâce à leurs contacts réguliers avec les législateurs. Patrick Rey et Bruno Jullien sont ainsi tous deux membres de l'Economic Advisory Group on Competition Policy, un comité au service de la Direction générale de la concurrence et qui fournit des analyses économiques de pointe sur le sujet.

En plus de ces workshops, des séminaires sont animés tout au long de l'année par des professionnels (avocats, consultants économiques, membres d'institution de régulation de la concurrence, etc.), acteurs de premier plan sur ces sujets. Ces intervenants viennent régulièrement à TSE présenter des cas spécifiques et échanger avec les étudiants autour des meilleures façons de comprendre et de réagir à différentes situations. Cani Fernandez, membre de CuatreCasas, institution spécialisée en législation européenne et Jorge Padilla, directeur européen de l'entreprise de consulting Compass Lexecon ont ainsi récemment présenté aux étudiants leur vision du cas Apple, dans lequel l'Union Européenne a condamné la plus importante entreprise au monde à payer une amende record de 13 milliards d'euros. Le cas Intel a également été abordé en cours. Il est aussi attendu des étudiants qu'ils

“la bonne recherche se nourrit aussi des travaux réalisés sur des problématiques réelles”
Patrick Rey, Professeur TSE-UTC

présentent eux-mêmes à leurs camarades des cas européens ou américains et confrontent les arguments avancés par les autorités de régulation et par les entreprises en utilisant les outils d'analyse économique mis à leur disposition.

Les connaissances et la méthodologie acquises lors de ces workshops sont particulièrement enrichissantes quelle que soit la voie professionnelle suivie par les étudiants. Gergely Dobos, diplômé d'un doctorat à TSE en 2004, travaille aujourd'hui à la Commission européenne et rappelle l'utilité de ces workshops : “si je devais donner un conseil aux étudiants de TSE qui se spécialisent en économie de la concurrence, ce serait de participer absolument aux workshops organisés par leurs professeurs. Ces événements uniques sont incroyablement utiles tout au long d'une carrière.”



L'Union Européenne a infligé à Apple une amende record de 13 milliards d'euros.



TSE



Cérémonie de remise des diplômes

La 3e édition de la cérémonie de remise des diplômes TSE a eu lieu le samedi 26 novembre en présence de Jean Tirole et de Stéphane Gregoir, respectivement Président et Doyen de TSE ainsi que de la Présidente de l'Université Corinne Mascala. La promotion 2016 a également eu l'honneur d'avoir pour parrain Fabrice Brégier, PDG d'Airbus qui leur a délivré lors de son discours un message empreint de sagesse basé sur son parcours et son expérience personnelle. Au-delà des compétences acquises lors de leur formation, il a notamment souligné l'importance de 4 qualités essentielles pour mener à bien les projets : le travail d'équipe, la simplicité, la rapidité et l'adaptation :



Fabrice Brégier
PDG d'Airbus

“Vous bénéficierez de la rigueur académique de votre diplôme durant toute votre carrière et je vous invite à toujours prendre l'opportunité de développer vos connaissances. Je vous souhaite beaucoup de chance pour le futur, c'est une époque fascinante pour les économistes. Vos capacités n'ont jamais été si vitales et j'espère que certains d'entre vous choisiront de travailler dans l'industrie préférablement au sein d'Airbus. Félicitations et tous mes vœux pour votre future carrière.”

TOULOUSE SCHOOL OF ECONOMICS PRESENTS

TSE FORUM
digital
&
energy

8 JUNE 2017

9:30 - 18:30

PALAIS BRONGNIART
PARIS

Bringing together world-class economists and high-level decision makers to debate the latest digital and energy issues, in the presence of Jean Tirole.

DIGITAL FORUM: 9:30 - 12:00

- La révolution des plateformes et l'impact sur la concurrence

Key speakers:

- Alexandre de Cornière (TSE)
- Jacques Crémer (TSE)
- Pierrick Lemasne (ACCOR)
- Frédéric Mazzella (Blablacar)
- Fleur Pellerin (Korelya Capital)*

*à confirmer

! THE MORNING WILL BE HELD IN FRENCH

ENERGY FORUM: 14:00 - 17:30

- Energy markets: transition, development and organisation

Key speakers:

- Isabelle Kocher (Engie)
- Jean Bernard Lévy (EDF)
- Philippe Sauquet (Total)
- Richard L. Schmalensee (MIT)
- Catherine Wolfram (Energy Institute at Haas)

INVITATION ONLY

www.tse-fr.eu/tse-forum - [@TSEinfo](https://twitter.com/TSEinfo)